ERRATUM 22.035

## Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil

#### 22.035 – BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023

Tome 1, p. 27 : insérer un nouveau décret avec la teneur suivante :

# **Décret**

# permettant une dérogation aux critères du frein à l'endettement dans le cadre du budget 2023

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, vu le rapport du Conseil d'État du 21 septembre 2022, sur la proposition du Conseil d'État, du 16 novembre 2022, décrète :

**Article premier** Pour le budget général de l'État pour l'année 2023, il est dérogé aux dispositions de l'article 30, alinéas 1, 2, 4<sup>bis</sup> et 4<sup>ter</sup> LFinEC, conformément à l'article 31 LFinEC.

**Art. 2** <sup>1</sup>Le présent décret n'est pas soumis au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le

Au nom du Grand Conseil:

La présidente, Le/la secrétaire général-e,

### Tome 1, p. 27, 1.4, Décret sur le budget 2023 : insérer dans le préambule :

vu le décret permettant une dérogation aux critères du frein à l'endettement dans le cadre du budget 2023, du XX décembre 2022,

Tome 1, p. 27, 1.4, Décret sur le budget 2023 : supprimer l'article 2